

Les Palestiniens défient la "main de fer" sioniste

Israël hors des territoires occupés!



Avakian/Woodfin Camp



Bekhtendag/Black Star

A Ramallah, en Cisjordanie, les troupes israéliennes arrêtent de jeunes Palestiniens (à gauche). Manifestation à Gaza (à droite). Israël hors des territoires occupés!

Les Palestiniens l'appellent *Al-intifada*, "Le soulèvement". D'un mois à l'autre, les manifestations qui ont commencé début décembre dans la bande de Gaza se sont gonflées et se sont propagées au-delà des

territoires occupés touchant des zones toujours plus grandes et des masses de plus en plus larges. Cailloux contre balles, lance-pierres contre mitraillettes, les masses palestiniennes arabes luttent sans répit depuis mainte-

nant dix semaines. Les troupes de choc sionistes et leur sauvagerie meurtrière, la "main de fer", n'ont réussi qu'à unifier tous les Arabes actuellement sous leur botte, des "réfugiés" des camps de concentration

de Gaza aux Arabes israéliens d'Haïfa et de Galilée jusqu'aux Druzes et aux Bédouins qui étaient censés être loyaux vis-à-vis de l'Etat sioniste. Israël "célèbre" ses quarante ans

Suite page 4

Lajoinie-Marchais tétanisés par le sphinx de l'Élysée

Militants du PCF: rompez!

Les manifestations "Le Pen ça suffit!" du 27 janvier ont mis en relief le choix entre deux voies pour les militants et les ouvriers: celle de la lutte pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes, ce qui exige un programme d'action révolutionnaire contre le capitalisme; et celle de l'impasse du front populaire.

La France capitaliste vermoulue a rejeté au rebut des dizaines de milliers d'ouvriers, a condamné des centaines de milliers de jeunes à la dégradation des petits boulots et autres TUC esclavagistes, a créé des cohortes de "nouveaux pauvres" plongés dans la misère abjecte. Les réformistes de guerre

froide, disciples de la statue du commandeur-Mitterrand, "offrent" en guise de "continuité dans le changement" l'austérité néo-libérale. Et le tandem Lajoinie-Marchais cherche désespérément à faire avaler son "Produisons français".

Cette crise de décomposition du capitalisme nourrit de son fumier la vermine raciste et fasciste. Il ne faut pas être un fin analyste pour se rendre compte que l'élection présidentielle ne pose pas l'une des questions essentielles, celle du racisme et de la montée du fascisme. Par contre, la manifestation du 27 janvier avait le mérite d'être la première de relative impor-

Suite page 5

Le cortège de la LTF et de Tribune communiste à la manifestation antifasciste appelée par le PCF le 27 janvier — la voie de la lutte contre l'impasse du front populaire



Procès d'Action directe

Le gouvernement vampire

25 février -- Les scandaleux procès politiques d'Action directe semblent inspirés tout droit de la fin des *Sentiers de la gloire*, le film antimilitariste -- interdit pendant plus de dix ans sur les écrans français -- de Stanley Kubrick. Il relate un épisode classique de la Première Guerre mondiale. Le commandement français ordonne une attaque "pour le communiqué". C'est un désastre. On prend quelques hommes au hasard. On les "juge" pour "faire un exemple". Ils sont condamnés à mort en quelques minutes. Le matin de l'exécution, l'un d'eux est mourant. On l'attache à son brancard que l'on fixe au poteau d'exécution. On lui pince la joue pour s'assurer qu'il est conscient. Et on le fusille...

C'est avec le même acharnement sadique que la bourgeoisie et sa "justice" persécutent les membres d'Action directe, squelettes ambulants traînés et exhibés de mascarade judiciaire en simulacre de procès, sur des chaises roulantes, une aiguille à perfusion dans le bras. "Pour l'exemple".

Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan, dirigeants présumés du groupe arrêtés le 21 février 1987, ont entrepris une grève de la faim pour obtenir un légitime statut de prisonnier politique et pour que cesse leur abominable isolement carcéral -- la "torture blanche". Comparant ce régime à "l'isolement sensoriel" pratiqué dans la prison [ouest-allemande] de Stammheim sur la "bande à Baader", le *Monde* du 23 février conclut: "Par certains aspects, il est plus dur encore." Comme sa consœur d'outre-Rhin, la bourgeoisie française veut conduire les prisonniers d'Action directe à la mort.

"On peut toujours faire des régimes amaigrissants", bave Pandraud devant les demi-cadavres que sont devenus Ménigon et ses camarades. Avec le même cynisme abject. Pandraud avait mis il y a un an la responsabilité de la mort de Malik Oussekkine, tué par ses propres hommes, sur... Malik, "malade", et sa famille. Les quatre membres d'Action directe en sont aujourd'hui à leur 87e jour de grève de la faim. En 1981, l'Irlandais Bobby Sands est mort après 66 jours. En 1974, Holger Meins, membre de la RAF allemande, après seulement 57 jours.

Les quatre grévistes de la faim sont encore maintenus en vie, de gré ou de force, à coups de perfusion. C'est que Chirac a besoin de ses procès "antiterroristes": "A 75 jours de l'élection présidentielle, ces débats [judiciaires] vont surtout permettre à l'actuel gouvernement de réaffirmer son intransigeance en matière de terrorisme en frappant, formidablement, un calendrier judiciaire, une organisation dont les chefs avaient été amnistiés par le pouvoir de 1981" (*Libération*, 11 janvier). Et il se montre d'autant plus "intransigent" face à quelques individus rendus impuissants que pendant deux ans il a accumulé reculée sur reculée, affront sur affront. Ce gouvernement vampire est prêt à vider de leur sang ses victimes pour quelques voix aux élections!

Chacun des "procès" donne la nausée. La "justice" de classe s'étale dans toute son abomination: machinations de flics-maîtres chanteurs (tel ce commandant Beau du GIGN, par ailleurs inculpé pour subornation de témoins dans l'affaire des Irlandais de Vincennes), provocations haineuses



SIPA-Press

Nathalie Ménigon lors de son arrestation, le 13 septembre 1980

de magistrats-bourreaux, violant cyniquement les droits élémentaires des accusés, s'acharnant cruellement sur les grévistes de la faim. Sans parler de ces "médecins", n'ayant pas grand-chose à envier aux "médecins" nazis des camps de la mort, qui les déclarent "aptes à comparaître". Exemple d'audience, celle du 17 février où comparait Nathalie Ménigon. Le *Monde* (19 février) raconte: "[...] il faut que justice passe. Demain, d'autres procès sont inscrits au planning de la cour. Même hachée par les suspensions, cette audience doit aller à son terme. Pour cela on devra, dans l'après-midi, perfuser Nathalie Ménigon, allongée

sur une couverture à même le sol, dans la 'souricière'. Plusieurs interruptions seront nécessaires dont la plus longue durera plus de deux heures, le temps de trouver une veine où planter l'aiguille et attendre que la perfusion fasse son effet.

"L'interruption se prolongeant, le président Jean Saurat envisage même de poursuivre l'audience... en l'absence de l'accusée." Verdict de cette mascarade macabre: douze ans de prison ferme pour un échange de coups de feu avec des flics lors de son arrestation de 1980. Pas un seul flic n'avait été même égratigné. Comparez ce verdict à celui d'Aix: Suite page 6-

Nouvelle provocation US en mer Noire

Le 12 février dernier, deux navires de guerre américains ont violé les eaux territoriales soviétiques dans la mer Noire. C'était d'ailleurs les deux mêmes navires -- le destroyer *Caron* et le croiseur lance-missiles *Yorktown*, qui s'étaient déjà aventurés le long des côtes de Crimée en mars 1986. Cette fois-ci, les bateaux ont franchi la limite de 12 miles et se sont approchés à environ 7 miles des côtes, juste au large du quartier général de la flotte soviétique de la mer Noire, à Sebastopol. Ce n'était pas un hasard: des officiers ont dit que c'était "approuvé par la Maison-Blanche" (*UPI*, 13 février). Des guerres ont éclaté pour moins que ça. Mais cette fois-ci, la marine américaine a eu droit à plus d'une note de protestation.

"Les navires soviétiques ont l'ordre d'empêcher qu'on viole les eaux territoriales. Je suis autorisé à éperonner votre bateau avec l'un des nôtres." Voilà la mise en garde qu'a faite sur place le commandant soviétique alors que des avions *Badger* et des hélicoptères *Hind* soviétiques suivaient de près les intrus dont les équipages étaient "en état d'alerte maximale" pendant les deux heures que dura la provocation (*New York Times*, 13 février). Comme l'a expliqué plus tard le porte-parole soviétique Gennadi Guerassimov, les bateaux américains n'ont pas réagi à la mise en garde, et ont poursuivi leur "dangereuse manoeuvre". Le *Caron*, un croiseur de 7800 tonnes, a été heurté sur le flanc par une frégate de classe *Mirka*, de 1150 tonnes, et trois minutes plus tard, c'est le *Yorktown*, croiseur de 9600 tonnes, qui était touché par la frégate de classe *Krivak*, *Bezzavetny*. Les Soviétiques ont riposté d'une façon mesurée mais ferme pour défendre leurs eaux territoriales.

Comme en 1986, les Etats-Unis ont prétendu qu'ils ne voulaient que s'assurer du droit au soi-disant "passage innocent", selon un traité international (que les Etats-Unis n'ont pas signé!) Les Soviétiques ont pour leur part fait remarquer que ce droit ne s'applique qu'à des zones bien définies, par exemple dans la Baltique, et non à la Crimée, région très sensible. Si les Soviétiques voulaient inverser les rôles, prendre au mot les Etats-Unis et s'approcher de leurs côtes à trois miles, ils pourraient naviguer dans Chesapeake Bay. Mais on peut facilement imaginer les hauts cris, si ce n'est pire, que pousserait le quartier général de la marine à Norfolk. Les Américains ont donc été prévenus qu'ils ne pouvaient pas commettre ces violations impunément. "Voilà ce que les capitaines soviétiques feront" a dit l'amiral soviétique Markov. Les Soviétiques sont particulièrement sensibles au sujet de Sebastopol. Ils se souviennent qu'en 1942 une garnison soviétique de plus de 100 000 hommes a combattu héroïquement contre l'attaque allemande avant que les nazis détruisent finalement le quartier général de la flotte de la mer Noire.

Il ne faut pas se leurrer. Cet acte est une provocation de guerre de la part des Américains. Il fait partie de toute une stratégie de provocations pendant les années Reagan, de l'opération "Chicken of the sea", où ils ont éperonné des navires et sous-marins soviétiques, aux manoeuvres massives le long des bases navales soviétiques de Vladivostok à Mourmansk, etc. En mai dernier, lors d'une de ces manoeuvres "périodiques", les Etats-Unis ont été jusqu'à envoyer le croiseur à propulsion nucléaire porteur de missiles guidés *Arkansas* dans les eaux de la flotte soviétique stratégique à Petropavlovsk, dans

la péninsule du Kamtchatka (cf. "Provocation au Kamtchatka", le *Bolchéviek* n°77, octobre 1987). L'incident de la mer Noire en 1986 avait été le préluce à la violente attaque contre la Libye. Où vont-ils attaquer cette fois-ci?

Des représentants anonymes du Pentagone n'ont pas caché qu'il s'agissait d'une mission pour "recueillir des renseignements sur la défense soviétique". Le *Yorktown* est équipé d'un système de lancement de missiles Aegis informatisé et il est bien connu que le *Caron* est équipé d'un appareillage électronique spécial pour tester les défenses côtières. Quelles défenses sont-ils en train de tester près du quartier général de la marine soviétique? C'est une menace manifeste d'attaque surprise du style Pearl Harbor. Et cela fait effectivement partie de la doctrine navale des Etats-Unis. Même James Webb, maintenant ex-secrétaire d'Etat à la Marine, s'est trouvé obligé de critiquer cette stratégie "de l'avant" concoctée par son prédécesseur super-reaganien John Lehman: "Enfoncer des groupes aéronavals dans les reins des Soviétiques n'est pas une stratégie" a-t-il déclaré. Le *Navy Times* du 4 mai 1987 faisait remarquer que "certains critiques" trouvent cela "suicidaire". Mais la politique de provocation continue.

Le gouvernement Reagan est obligé de minimiser l'incident pour ne pas reproduire l'"affaire de l'U2". Un avion-espion américain avait été descendu par les Soviétiques et cela avait ruiné le sommet "de paix" de 1960. Mais les représentants au Congrès, de quelque bord qu'ils soient, ont immédiatement eu un réflexe pavlovien de golfe du Tonkin et ont fait porter aux Soviétiques le blâme d'une provocation concoctée par

la Maison-Blanche. Robert Byrd, sénateur Démocrate et leader de la majorité, a eu le toupet d'attaquer les Soviétiques pour avoir défendu leurs côtes, ajoutant que la collision des bateaux a accentué le "scepticisme" sur la "direction soviétique" et suggérant que la ratification du traité sur les missiles INF était remise en question. Il est clair que malgré des divergences tactiques, les deux partis [américains] sont l'un comme l'autre déterminés à pousser le pays de la révolution d'Octobre à la destruction nucléaire. Seule une révolution ouvrière internationale pourra repousser une troisième guerre mondiale.

-- Traduit de *Workers Vanguard* n°447

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thibault.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchéviek, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: Gaspard-Monge
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

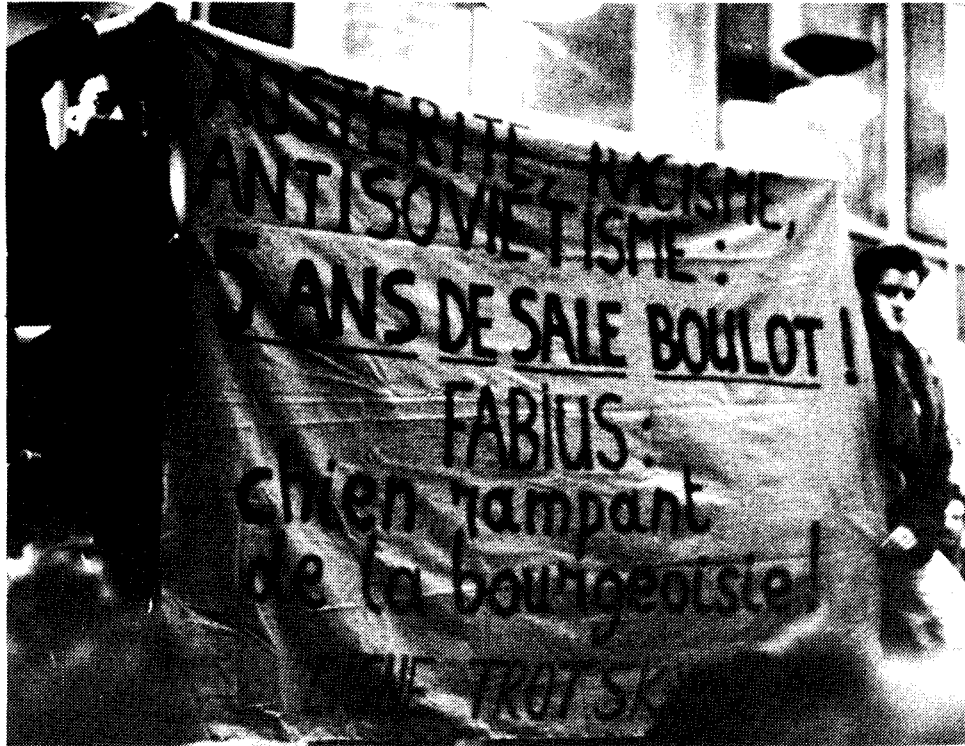
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Mise en place de groupes spartacistes

La construction de groupes spartacistes, militant dans des milieux précis (pour l'instant: universités de Nanterre, Saint-Denis, Rouen et Lyon) a été décidée à la 9e conférence de la LTF. Ces groupes se proposent de faire un travail dans la jeunesse, qui sera reflété dans une page du *Bolchévik*.

La jeunesse n'est pas une classe sociale: elle fait partie de toutes les classes et subit cependant les effets du pourrissement du capitalisme. Les jeunes sont, de plus, l'objet d'une oppression spécifique liée à la politique générale de la bourgeoisie qui secrète la dépendance "légale" du jeune vis-à-vis de la famille, basée sur le noyau parental (dépendance qui s'exprime de diverses manières: problèmes affectifs et psychologiques, répression sexuelle, dépendance financière). Les groupes spartacistes offrent aux jeunes voulant agir sur la réalité, et en accord programmatique avec la LTF (le seul parti défendant l'URSS et les acquis d'Octobre et s'opposant aux alliances de collaboration de classe), la possibilité de militer sur les facs.

C'est au travers de Grandes Ecoles et à un degré moindre par le biais des universités que la bourgeoisie sélectionne parmi la jeunesse ceux qui assureront le "bon" fonctionnement du système capitaliste. Le projet Devaquet, qui déclencha la grève étudiante et lycéenne de 86, visait à réadapter l'Université à cet objectif. Ceux qui ne sont pas sélectionnés



Le Bolchévik

Université de Nanterre, 18 mars 1987 -- De jeunes camarades de la Ligue trotskyste accueillent Fabius comme il se doit: un avant-goût de l'action des groupes spartacistes.

sont voués au chômage par l'austérité anti-jeunes, antiouvrière et antisoviétique de Mitterrand-Chirac, ou à devenir une chair à travail corvéable à merci (TUC travaillant 20 heures par semaine pour 1200 francs par

mois). Les jeunes de la "seconde génération" et leurs parents subissent de plus la terreur raciste.

Les groupes spartacistes se proposent donc de recruter parmi une jeunesse qui n'a pas trempé dans

les illusions vis-à-vis du front populaire antisoviétique de 81 à 86. Sur les facs, nous cherchons à mettre les débats sur le terrain politique, afin de sortir du corporatisme des "syndicats" étudiants. Il est indispensable d'élargir la vision des étudiants hors des murs de la fac et de les amener à une compréhension révolutionnaire internationaliste. Les facs ne comptent que 8% de fils et de filles d'ouvriers; le milieu universitaire est hétéroclite, mais principalement petit-bourgeois. Or la petite-bourgeoisie, pour nous, marxistes, ne peut avoir, de par ses relations à la production, de politique indépendante et doit choisir son camp: grande bourgeoisie capitaliste ou prolétariat. Les intellectuels dans les facs doivent être gagnés à la cause du prolétariat. Les groupes spartacistes diffuseront la propagande révolutionnaire sur les universités en particulier le *Bolchévik*, organiseront des cours-débats (par exemple: "Comment vaincre les fascistes", "Où va l'URSS de Gorbatchev"...), participeront aux débats sur les facs pour défendre les positions de la LTF, mobiliseront les étudiants tels que nous l'avons fait contre Le Pen pour la manifestation du 27 janvier, en protestation contre l'assassinat de Lucien Barbier ou contre la discrimination raciste (le Flunch à Rouen). Nous reproduisons ci-contre un tract distribué dans les facs de Tolbiac, Nanterre, Saint-Denis, Lyon et Rouen à la suite de la descente des fascistes du FNJ à Tolbiac. ■

Vers une organisation trotskyste de la jeunesse

Le 3 février à 12h, quatre membres du FNJ sont arrivés à Tolbiac et ont tractsé un appel à la haine raciste tout en provoquant et en injuriant les étudiants maghrébins ou noirs. Après une dizaine de minutes, ils ont été rejoints par une quinzaine de sbires fascistes bottés, casqués, et armés de matraques, qui une fois sortis des voitures ou descendus de leurs motos ont chargé puis passé à tabac tous les étudiants qui leur tombaient sous la main. Après cinq minutes de terreur, ils sont repartis en laissant 20 blessés dont 3 graves; leur mission était accomplie, ils avaient "cassé du rouge". Cette bande

armée au service du démagogue fasciste Le Pen, composée de fascistes notoires (pour la plupart non-étudiants) n'a provoqué qu'une réaction de la part des organisations étudiantes, la rédaction d'une misérable pétition appelant l'Etat bourgeois à dissoudre le FNJ, comme si celui-ci n'avait pas déjà pris la décision consciente de laisser agir les fascistes en toute impunité (rappelons-nous du GUD pendant nov-déc 86, jamais arrêté, jamais inquiété, puis paradant à la télé!). Les groupes spartacistes, là où ils sont présents, seront à l'initiative de fronts uniques avec les organisations (étudiantes et ouvrières)

de gauche pour la constitution de services d'ordre conséquents, défendant les meetings contre les fascistes. Mais défaire réellement la menace fasciste ne se fera que par la mobilisation de la classe ouvrière organisée autour des syndicats, car elle seule a la puissance sociale de mettre définitivement en déroute les fascistes.

Si le FN, organisation fasciste, a fait le pas de s'attaquer aux "re-paires de gauchistes" que sont pour lui les facs, les étudiants sont loin d'être leur principale cible: crimes racistes, ratonnades, attaques de militants ouvriers, campagnes anti-homosexuels, campagnes contre les malades du SIDA, "affaire du détail", prouvent que pour les fascistes, tout ce qui n'est pas eux-mêmes est à exterminer. La propagande de Le Pen a hélas des résultats: il y a six mois, il était seul à éructer qu'il "fallait mettre les sidaïques dans des sidatoriums"; à présent, la municipalité de Paris licencie deux employés séropositifs, tandis que l'Education nationale tente de le faire avec un instituteur atteint de la terrible maladie qu'est le SIDA.

A Nanterre, les fascistes (l'UNI) barbouillent les panneaux des organisations de gauche de graffitis du style: "Tuons tous les ratons, tuons tous les cocos." A Renault-Billancourt, Claude Jacquelin, militant ouvrier du PCF, est enlevé en pleine usine par la milice patronale puis jeté à plusieurs kms dans un bois avec pour dernier avertissement: "Si tu continues à nous faire chier, on s'occupera un peu mieux de toi."

VAINCRE LES FASCISTES EST UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT!

L'objectif des fascistes est d'écraser les organisations de la classe ouvrière en commençant par sa frange la plus vulnérable: les travailleurs immigrés. Des fascistes, il y en a toujours eu de petits groupes. Mais leur terrible développement actuel ne

s'explique que dans le cadre de la crise économique du capitalisme.

Le gouvernement de front populaire de 81 à 86 avec ses campagnes anti-immigrées (décrets Dufoix puis Joxe) et, en brisant tous les mouvements sociaux au nom de la discipline gouvernementale, a permis à la bourgeoisie d'infliger défaite sur défaite à la classe ouvrière (restructuration, grève de Talbot en 84...); la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage a paupérisé une bonne partie de la petite-bourgeoisie, la poussant ainsi dans les bras du démagogue fasciste Le Pen. De plus, l'antisoviétisme viscéral de Mitterrand a permis aux fascistes de se faire une nouvelle virginité en manifestant aux côtés des partis démocratiques bourgeois et de la gauche (jusqu'à la LCR) au cours de manifestations pour Solidarnosc ou pour la défense des mollahs fanatiques afghans.

Et maintenant? La crise du capitalisme continue et s'aggrave comme l'indique le krach boursier; comme après 29, la bourgeoisie peut avoir besoin de bandes armées fascistes pour détruire les organisations ouvrières et diviser le prolétariat en montant les travailleurs les uns contre les autres: Français contre immigrés vaut mieux pour la bourgeoisie que classe contre classe! Pour conserver en temps de crise ses profits, la bourgeoisie a besoin de supprimer les acquis sociaux (sécu, SMIG, etc...) et pour cela il lui faut briser par tous les moyens ceux qui seuls ont la capacité de lutter; c'est pourquoi dans tous les pays capitalistes en crise, la vermine fasciste recommence à grouiller.

La manifestation du 27 janvier appelée par le PCF sur le mot d'ordre "Le Pen ça suffit" a posé la question pour la première fois de mobilisations de masse contre les fascistes. Comme des milliers de communistes, la Ligue trotskyste s'en est félicitée; elle s'est donc associée à cet appel et a diffusé un tract pour mobiliser

Pourquoi "spartaciste"?

Nous publions ci-dessous la traduction d'un extrait de *Spartacist* n°1, édition anglaise, (1964). *Spartacist* est aujourd'hui l'organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale, publié en quatre langues, et incarne notre attachement au léninisme international.

"Nous avons choisi 'Spartacist', d'après le nom pris par l'aile gauche révolutionnaire allemande dirigée par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pendant la Première Guerre mondiale: Spartacusbund. Les spartacistes allemands engagèrent une lutte courageuse contre leurs propres gouvernants impérialistes en pleine guerre, et eurent à se battre pied à pied contre la majorité social-démocrate de l'époque, dégénérée et patriotique.

"Aux Etats-Unis, la jeunesse trotskyste du début des années 30, appela son journal 'Young Spartacus'. Ce journal représentait une brillante fusion entre un véhicule pour les idées révolutionnaires et un guide pour l'action.

"En l'honneur du nom que nous avons choisi, nous aspirons à exprimer le point de vue du trotskysme, le seul marxisme authentique et révolutionnaire de notre époque."



Dietz Verlag Berlin

Karl Liebknecht: "Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise!"

Israël...

Suite de la page 1

d'existence avec la même terreur ouverte qu'il avait utilisée pour spolier les Palestiniens et découper dans leur chair la "terre promise". Le 5 février dernier, dans le village de Salem en Cisjordanie quatre jeunes Arabes ont été bastonnés par des soldats israéliens et des "colons" fascistes puis enterrés vivants à l'aide d'un bulldozer. Cet épisode horrible a émis des ondes de choc y compris parmi la population hébraïque violemment nationaliste. Deux semaines plus tard, l'armée tirait des grenades lacrymogènes dans une maternité et des centaines de tireurs d'élite encerclaient le lieu saint de la mosquée Al Aqsa alors que la foule des fidèles se rendait à la prière du vendredi. Depuis décembre, c'est plus de 70 Palestiniens, pratiquement tous des adolescents, qui sont morts sous les balles ou les matraques sionistes.

Ces atrocités, comme la lapidation des deux Palestiniens filmée par CBS, qui choquent le monde entier, ne sont pas des excès ou des aberrations, elles sont la conséquence logique de la dépossession du peuple palestinien. La terreur de masse

situation à Jérusalem a fondamentalement changé. La coexistence est sur le point de s'effondrer" (New York Times, 12 février). Les Israéliens ont cru qu'ils pouvaient acheter les Palestiniens de la partie-Est de Jérusalem avec des services sociaux, mais la terreur incessante a unifié la nation palestinienne des deux côtés de la "ligne verte" (les frontières d'avant 1967).

Un journaliste qui se trouvait à Gaza en décembre et qui a été blessé par une balle israélienne a bien saisi l'état d'esprit des Palestiniens et la sauvagerie des soldats. Il raconte une scène dont il a été témoin: "Les soldats ont commencé à tirer sur un jeune homme qui se tenait debout sur l'aile-Est [de l'hôpital] [...]. Le jeune homme a essayé de s'enfuir, puis il a vu un soldat en face de lui. Il s'est arrêté de courir, a fait face au soldat, ouvert sa chemise, dénudé sa poitrine et a dit 'tirez'. Le soldat l'a mis en joue à une distance de 15 mètres et a tiré" (Ha'ir, 18 décembre 1987).

Pendant que les masses palestiniennes des territoires occupés affrontent courageusement le feu israélien, l'OLP d'Arafat affrète un "bateau du retour" pour transporter des Palestiniens de Chypre en Israël. Un porte-parole de l'OLP déclarait que "si le projet de bateau du retour échoue,

le Sol Phryne, affrété pour être le "bateau du retour", est le dernier bâtiment utilisé par Arafat et Cie pour évacuer les combattants de l'OLP de Beyrouth en 1982 sous la "protection" des Marines de Reagan et des paras de Mitterrand. Ils ont laissé derrière eux les réfugiés palestiniens sans défense se faire massacrer dans les camps de Sabra et Chatila.

Ce massacre, perpétré dans la foulée de l'invasion israélienne, avait révolté la société israélienne comme aujourd'hui l'incident de Salem provoque des réactions de rejet de la terreur antiarabe. Une institutrice israélienne qui se considère comme une sioniste dévouée l'exprime en déclarant: "Comment puis-je continuer à vivre ici, qu'est-ce que j'ai de commun avec les gens qui ont fait ça?" Deux des soldats qui ont participé à cette horreur ont été arrêtés et les officiels embarrassés ont pris leur distance en parlant d'"excès". Mais les travaillistes et le Likoud sont d'accord sur la nécessité d'écraser les manifestations palestiniennes avec la terreur qu'ils jugent nécessaire, et les cléricaux-fascistes israéliens demandent à cor et à cri toujours plus de sang.

La sauvagerie sadique exercée contre les Palestiniens n'est pas un "excès" du sionisme mais plutôt la norme. A la veille de l'invasion de l'Egypte en octobre 1956, les gardes-frontières israéliens massacrèrent 47 personnes dans le village de Kfar Kassim. Quand le scandale éclata, le premier ministre travailliste Ben Gourion sauva les apparences en dénonçant l'opération comme une bavure. Il jeta en prison une poignée de soldats les plus impliqués pour ensuite les récompenser, quelques années plus tard, à leur libération. L'un d'entre eux est même devenu chef de la sécurité aux installations nucléaires de Dimona. Et aujourd'hui ils bouclent quelques soldats impliqués dans l'atrocité de Salem jusqu'à ce qu'on oublie le scandale, mais il s'agit en fait d'une politique d'Etat.

Dans le même temps, des secteurs significatifs de l'Establishment israélien pensent qu'il faut arriver à une sorte d'accord sur les territoires et jouent sur le fait que leurs bailleurs de fonds américains insistent avec hypocrisie pour qu'on échange des territoires contre la paix. Washington cherche désespérément à faire revivre l'"esprit de Camp David", l'accord israélo-égyptien qui préconisait pour les territoires occupés une "autonomie" locale sous l'égide de l'armée israélienne. Les impérialistes et les bourgeoisies arabes limitrophes craignent que les mobilisations qui secouent les territoires occupés brisent le peu de stabilité qui réside dans la région. Ainsi, le ministre des affaires étrangères Shimon Pérès, exprimant aussi les pensées du haut commandement, suggère une "démilitarisation" de Gaza. De son côté, Shamir écarte les initiatives américaines comme inacceptables alors que le président égyptien Moubarak reconnaît que les accords de Camp David sont "choses du passé".

Les cheiks arabes et les hommes forts de la région craignent que les mobilisations s'étendent à la diaspora palestinienne du Moyen-Orient et viennent toucher leur propre pays. Les Arabes palestiniens sont un des peuples les plus éduqués et cosmopolites de la région. Ils constituent une composante cruciale de la force de travail dans les riches Etats pétroliers du Golfe et représentent 80% de la population de Jordanie. Des syndicats palestiniens se sont créés y compris dans les conditions de répression brutale qui règnent dans la bande de Gaza qui n'est pratique-



Der Spiegel

Yasser Arafat avec le roi Hussein de Jordanie. L'OLP prêche la confiance dans les régimes arabes oppresseurs et bourreaux des Palestiniens.



CBS

Napouse, Cisjordanie, 25 février -- Devant les caméras de la chaîne américaine CBS, quatre soldats israéliens s'acharnent pendant 40 minutes à coups de pied et de pierre sur deux prisonniers palestiniens.

pratiquée par des racistes sadiques est le seul moyen qu'a l'Etat israélien pour maintenir sa domination sur les deux millions et plus de Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Israël hors des territoires occupés!

LA REVOLTE S'ETEND

Le 14 février dernier, sur le plateau du Golan, des Druzes ont manifesté contre l'annexion à l'occasion de son sixième anniversaire en portant des pancartes où l'on pouvait lire: "Nous libérerons le Golan dans le sang et le feu." Les manifestants ont lancé des pierres sur un millier de gardes-frontières. Ces gardes-frontières se sont, pendant des années, appuyés sur des officiers druzes, à tel point que les Palestiniens les ont surnommés la "Druzi". Aujourd'hui, plus de 800 jeunes Druzes sont en prison pour avoir refusé de servir dans l'armée israélienne. En Cisjordanie, les soldats ont lancé une "offensive" de terreur contre des villages ruraux réputés depuis longtemps échapper à l'agitation de l'OLP. Pendant onze jours, l'armée a empêché les 12 000 habitants de Napouse de sortir de chez eux puis elle a ouvert le feu à bout portant sur une foule de manifestants.

Le secteur arabe de Jérusalem, qui depuis son annexion après la guerre de 1967 était dépeint comme un paradis de "coexistence" juive-arabe sous la houlette de son maire "libéral" Teddy Kollek, s'est vu imposer son deuxième couvre-feu dans les dernières semaines. Kollek se lamente: "La

cela montrera au monde le vrai visage antipacifiste d'Israël" (Philadelphia Inquirer, 13 février). Et les sionistes ont montré leur visage! Le premier ministre israélien Yitzhak Shamir, un des terroristes responsables du massacre de Deir Yassin, a caractérisé le "bateau du retour" de "déclaration de guerre". Le ministre de la défense "travailliste" Yitzhak Rabin jurait de l'arrêter "par tous les moyens". Le moyen qu'ils ont trouvé est le Mossad, le service secret israélien: trois dirigeants de l'OLP à Chypre ont été tués par l'explosion d'une bombe placée dans leur voiture, puis une mine ouvrait un trou de près de deux mètres de circonférence dans la coque sous la ligne de flotaison du bateau.

Face au déchaînement de la terreur sioniste, les petits-bourgeois nationalistes de l'OLP se retrouvent paralysés dans l'impuissance après avoir, pendant des années, prêché la confiance dans les bourgeoisies arabes et après s'être accrochés à une liste sans fin de résolutions de l'ONU. Un Palestinien d'un camp de la Bekaa en parlant des résolutions pour une "paix juste" ou pour des "frontières sûres" s'exclamaient: "Combien devons-nous collectionner de numéros? Nous avons 242, 338, 600 ou 700. Nous ne pouvons même plus nous rappeler des numéros mais nous savons que nous sommes toujours des réfugiés" (New York Times, 14 février). Les sionistes ont montré dans le feu et le sang le peu de cas qu'ils faisaient de ces résolutions quand, durant le siège de Beyrouth en 1982, ils ont déclenché des tirs d'artillerie à très exactement 2h42 et 3h38. Ironie de l'histoire,



La fiction de l'"unité arabe" derrière la cause palestinienne s'est effondrée dans les ruines de Beyrouth écrasé sous les bombes sionistes.

Cette brochure rassemble une série de quatre articles publiés dans Workers Vanguard, le journal de nos camarades américains, qui vont de la création de l'Etat sioniste à l'alliance antisoviétique de Washington et des régimes réactionnaires arabes sur le dos des Palestiniens.

Pour toute commande:
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

PCF...

Suite de la page 1

tance après plus d'une centaine de crimes racistes et les exactions et parades des fascistes comme à Lyon, Marseille ou Amiens. A l'intérieur des manifestations, le cortège de la LTF et de Tribune communiste à Paris et ceux de la LTF à Rouen et Lyon ont fait entendre les mots d'ordre suivants: "Le Pen ça suffit!", "Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes!", "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!" Ils ont aussi mis en lumière que ce sont les gouvernements de front populaire de Mitterrand qui, depuis 1981, ont gonflé les voiles des fascistes; et que le gouvernement ouvrier est bien la seule réponse efficace à la politique antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique de ces divers gouvernements bourgeois de collaboration de classe.

Le *Bolchévik* de février (n° 80) notait que "pour chaque personne qui manifestait le 27 janvier, il pourrait y avoir des dizaines la prochaine fois". Mais, dans les circonstances présentes, cela suppose que les antifascistes rompent franchement avec la direction du PCF dont la "tactique" antérieure de l'"accablant" débat Lajoinie-Le Pen a ulcéré de très nombreux militants. Certes, le comité central du PCF du 9 février affirme, au détour d'une phrase, sa volonté de poursuivre le "combat contre Le Pen, sa propagande de haine, ses idées racistes et fascistes". Mais les promesses creuses ne suffisent pas pour impulser l'action nécessaire. Ce ne sont pas des idées qu'il faut combattre, mais un mouvement réel et croissant qui ratonne et tue dans les rues. Dans sa conférence de presse du 11 février, Marchais présente le vote Lajoinie comme "un barrage solide à Le Pen". Soyons sérieux, ce n'est pas une ronde de bulletins de vote qui est de nature à écraser les fascistes. La direction réformatrice du PCF répugne à répéter l'expérience du 27 janvier.

D'ailleurs, le dernier comité central du PCF vient de passer sous la table la manifestation du 27 janvier. Il a fait son choix. L'unique préoccupation de la direction stalinienne est le résultat de son candidat le 24 avril et surtout, même si elle n'ose l'avouer, de préserver à tout prix toutes ses chances pour continuer

que vers le PCF; alors, les staliens bredouillent et se demandent comment faire partie de la "génération Mitterrand". C'est ainsi qu'ils ont opté, selon les propos de Marchais au comité central du 9 février, pour "l'opposition constructive".

LE FRONT POPULAIRE DE 1935

Ce type de déclaration n'est pas sans évoquer la première variante de front populaire soutenue par le PCF en France, celle de 1935, dans laquelle prend racine la politique actuelle du PCF. A l'époque, après la manifestation insurrectionnelle des fascistes le 6 février 1934 à la Concorde, lors de la riposte de la grève générale du 12 février et surtout dans la manifestation des ouvriers parisiens sur le Cours de Vincennes, la puissance du mouvement, la volonté des manifestants imposèrent un front unique entre les deux grands partis ouvriers de masse, le PCF et la SFIO. Sortant de la période du "social-fascisme", après la défaite du prolétariat allemand, incapables d'élaborer une stratégie et une tactique révolutionnaires et dans une certaine mesure effrayés par l'ampleur du front unique du 12 février, les staliens proposèrent le front populaire: une alliance gouvernementale entre les partis ouvriers et les radicaux, un parti bourgeois. Cette trahison était alors la position officielle de Staline et du Comintern qui, en 1935 à son VIIe congrès, adopta la ligne du front populaire définie par le rapport de Dimitrov. Si ce front populaire avait l'apparence de la lutte contre les fascistes, en réalité il marquait la victoire du cancer réformiste dans le PCF.

Cette orientation réformatrice sera exprimée franchement dans la proposition de Thorez du 6 août 1936 de "front français" pour "le salut de notre peuple", pour "le respect des lois", pour "la défense de l'économie nationale", pour "l'indépendance de notre pays". Ainsi, l'adjectif et chauvin mot d'ordre de "Produisons français", qui ressort actuellement sur les murs, ne date pas d'il y a deux ou trois congrès.

Ce réformisme s'est cristallisé simultanément avec la recherche par la bureaucratie du Kremlin d'alliances avec les démocraties bourgeoises après la victoire du fascisme en Allemagne, recherche qui se matérialisera par la signature du pacte

de destruction du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat. Sur cette question les staliens n'ont, depuis, jamais varié; le vote de la loi de programmation militaire du gouvernement Mauroy présentant l'URSS comme l'ennemi en est encore une manifestation. Pas un homme, pas un sou pour l'armée bourgeoise! Défense de l'URSS!

pour Lajoinie, ni pour Juquin, ni pour Laguiller (dont les campagnes n'offrent pas un moyen, même déformé, d'exprimer une opposition à la collaboration de classes). Car, pour apporter un soutien critique, même violemment critique, à un candidat ouvrier, encore faut-il qu'il y ait quelque chose qui le permette. Or, dans la candidature Lajoinie,

La LTF à la manifestation Talbot-Minguettes du 14 janvier 1984. Nous n'avons jamais appelé à voter Mitterrand.



Le "consensus nucléaire" antisoviétique, à peine contesté par le PCF, renforce la légitimité des fascistes. Le lien est direct. Les militants du PCF qui étaient fiers d'enfin descendre dans les rues contre les fascistes doivent rompre avec leur direction traître, celle qui va continuer de voter les crédits de guerre antisoviétique.

L'AUTRE VOIE

C'est pourquoi nous, trotskystes, disons que le PCF n'est pas un parti pour les communistes. Quel crédit accorder à un parti qui rabat les mécontents pour Mitterrand? Certes, ce n'est pas un choix facile, mais aucun choix révolutionnaire n'est facile. Malgré l'impasse politique dans laquelle se trouve le PCF, un certain nombre de militants sincères mais désespérés veulent s'engager dans la campagne électorale pour Lajoinie. Ainsi, des militants critiques appellent à voter Lajoinie (cf. *le Monde*, 20 février) afin de préserver le PCF, présenté comme la "seule réalité organisée des luttes ouvrières". Il est vrai que le déclin du PCF n'est pas en soi une raison de se réjouir. Le PCF est un obstacle à la construction d'un parti authentiquement léniniste, et la stratégie des révolutionnaires est de le scissionner, gagnant sa base ouvrière et démasquant définitivement sa direction pour être les lieutenants du capital dans les rangs de la classe ouvrière. Cependant, aujourd'hui le PCF s'effiloche dans une situation où les fascistes recrutent beaucoup plus rapidement que ne le font les forces révolutionnaires. Néanmoins, nous disons aux militants critiques qui actuellement ne voient pas une alternative au vote Lajoinie: on ne combat pas le capitalisme, on n'écrase pas les fascistes avec des armes rouillées. A l'opposé, la fusion de la Ligue trotskyste et de Tribune communiste, issue du PCF (cf. le supplément à ce numéro), prouve qu'une autre voie est possible et qu'elle est seule porteuse d'avenir.

La LTF n'appellera pas à voter

il n'existe même pas la plus infimes parcelle d'indépendance politique.

La LTF a été le seul groupe d'extrême gauche à toujours avoir refusé de voter pour le champion de guerre froide "socialiste" François Mitterrand. Pour bien mettre en évidence son opposition à la collaboration de classes pro-impérialiste, la LTF avait soulevé, dans l'automne 80, la possibilité de donner un soutien sauvagement critique au candidat du PCF Marchais. La posture d'indépendance par rapport à la bourgeoisie alors hypocritement adoptée par le PCF comprenait une "autocritique" à propos des fronts populaires des années 30 et 40 comme de l'union de la gauche: "Trois fois ça suffit!" Et comme nous l'avons dit dans le *Bolchévik* de novembre-décembre 1980 (n°20): "Cela nous fait plaisir en cette période d'antisoviétisme bourgeois de pouvoir donner un soutien critique à un parti communiste pro-Moscou. Pour nous, c'est un moyen de mettre en lumière notre défense trotskyste des Etats ouvriers déformés et dégénérés. Ce n'est pas le cas pour les staliens qui restent des staliens français et qui, en tant que tels, défendent l'ordre capitaliste en France, ainsi que sa puissance militaire impérialiste, sa force de frappe, etc." Mais cette possibilité a été écrasée par le bulldozer de Vitry, gage donné à la bourgeoisie que le PCF était "digne" d'entrer dans le gouvernement. Dans la candidature Lajoinie, il n'y a qu'une pure politique de front populaire qui n'a que trop enchaîné la classe ouvrière au char de la bourgeoisie. A moins de se renier, il est impossible de cautionner par un vote cette politique dont les méfaits pour la classe ouvrière ne sont plus à démontrer.

Le temps presse. Raison de plus pour rompre avec le cycle infernal d'alliance avec la bourgeoisie et ses lieutenants à la Mitterrand et à la Marchais-Lajoinie. Raison de plus pour s'engager dans la voie du 27 janvier. Il faut construire le parti léniniste-trotskyste qui va véritablement prendre et détruire cette dernière Bastille: le système capitaliste pourrissant!



le Bolchévik

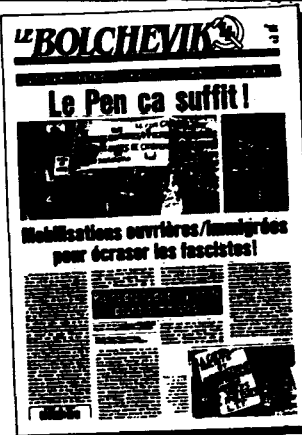
Banderole de la LTF au défilé-carnaval de "Convergence 84" le 1er décembre 1984.

à gérer le maximum de mairies après les élections municipales de... 1989. Alors, la candidature Lajoinie devient une candidature de "protestation", une candidature "pour se défendre", une candidature "pour que ça change" et surtout une candidature qui ne met pas en péril le locataire de l'Élysée, mieux, qui lui prépare le terrain avec un vote "sanction" gratuit au premier tour.

Incapables de pratiquer autre chose que l'impasse du front populaire qui les a conduits dans la crise actuelle, les staliens veulent y entraîner la classe ouvrière qui est plus que réticente. Mais cette politique paraît encore moins réaliste aujourd'hui, ne serait-ce que du fait que Mitterrand et le PS Jorgent plus vers les partis bourgeois dits "du centre"

Laval-Staline en 1935. Ce pacte comportait une clause lourde de conséquences: "M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France." Ce qui n'ira pas sans remous pour de nombreux militants, la direction du PCF reprendra les choses en main avec le célèbre "Staline a raison" affiché partout sur les murs de Paris et le 20 mars 1936, pour la première fois, les députés du PCF ne votèrent pas contre les crédits militaires (ils s'abstenirent!).

Le ralliement à la défense nationale demeure pour un communiste le critère des critères pour déterminer dans quelle mesure un parti ouvrier défend effectivement les intérêts du prolétariat, dans quelle mesure son programme est réellement la



LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

Les truands du patronat

Nous reproduisons ci-dessous une lettre ouverte de notre camarade Gilles Cazin, distribuée à l'usine Renault-Cléon dans la région rouennaise.
 Camarades,

Le 4 février, à Billancourt, 16 gros bras de la milice patronale ont enlevé notre camarade Claude Jaguelin. Ces "truands du patron" l'ont

menacé de mort, lui et sa famille, puis l'ont abandonné dans un bois à plusieurs kilomètres de l'usine. Depuis plus de trois semaines, la direction de Renault utilise cette milice pour filtrer les portes de l'entreprise. Tout cela accompagné de fouilles et de contrôles "policiers" à l'encontre de tout le personnel. Le patronat et le gouvernement veulent casser les syndicats et en

premier lieu la CGT. En utilisant des nervis fascistes pour tester la résistance ouvrière, ils s'attaquent à un rempart de la "forteresse ouvrière". Nous ne pouvons tolérer que des bandes fascistes terrorisent les syndicalistes en lutte. Derrière la répression syndicale, c'est l'ensemble de la classe ouvrière, Français et immigrés, qui est visée. 90% de la classe ouvrière de l'île Seguin est immigrée. Les licenciements prévus à Flins, comme ceux de Billancourt et de Cléon, toucheront de plein fouet nos frères de classe. Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat!

Le cassage des syndicats, la terreur raciste contre les immigrés, voilà le boulot qui revient aux fascistes dans une même offensive pour écraser la classe ouvrière et ses organisations au compte du patronat afin qu'il puisse continuer de plus belle à jeter des milliers d'ouvriers à la rue et imposer ses conditions esclavagistes. On ne peut pas faire confiance à l'Etat des patrons pour arrêter leurs propres bandes de nervis.

Les méthodes employées à Billancourt avec cette milice sont un exemple de ce que nous réservent les Le Pen et Cie. Mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes!

Des manifestations de front unique comme celles du 27 janvier dernier, appelées par le PCF contre Le Pen, ont été un avant-goût de ce que

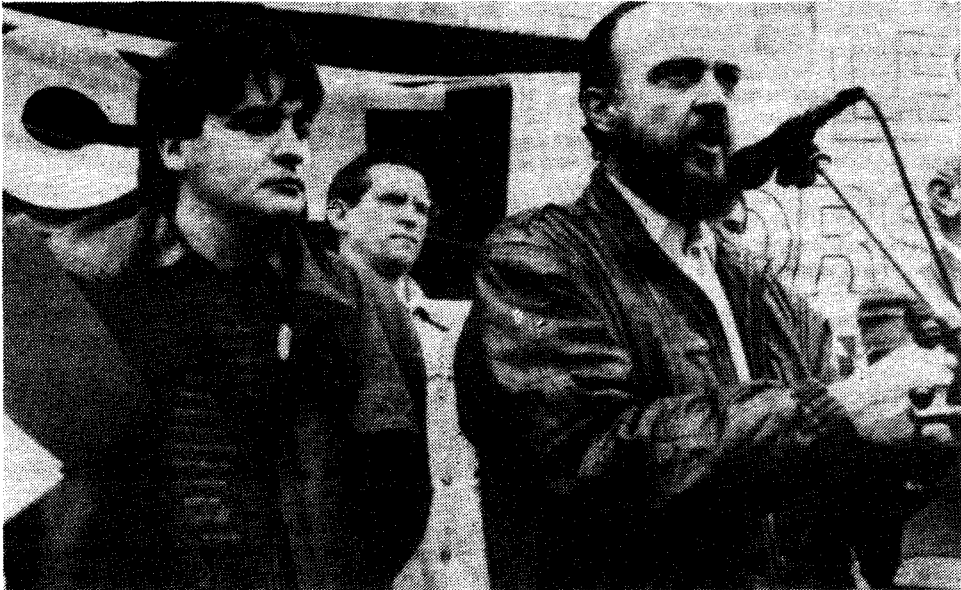
pourrait être une véritable mobilisation ouvrière contre les fascistes. Il faut réagir sans attendre contre cette provocation et montrer au patron quelle réserve de combativité il a face à lui. Notre arme c'est la grève: il faut une grève générale de 24 heures de tout Renault contre la présence des milices. Milices hors de Renault!

Mais des solutions dans la ligne de "Produisons français" qui consistent à exporter le chômage et à soumettre nos intérêts à ceux de "nos" patrons, sont non seulement utopiques et vouées à l'échec, mais nous divisent face à l'ennemi de classe commun. Il faut lutter contre toutes les divisions que la bourgeoisie introduit dans la classe ouvrière: Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés! Non aux expulsions!

Cette grève de 24 heures pourrait être le point de départ d'une riposte généralisée contre les licenciements en rompant avec le cycle infernal des luttes boîte par boîte, qui consistent à se faire battre seuls. La direction frappe à Cléon, à Billancourt, à Flins demain. Ripostons ensemble!

Nos camarades de Billancourt scandaient que ce ne doit pas être le Chili ou l'Argentine. Mais au Chili, c'est précisément le front populaire, coalition de collaboration de classe, qui a démoralisé les ouvriers et ouvert la voie à Pinochet. Ce n'est pas une nouvelle mouture de l'Union de la gauche/front populaire qu'il nous faut, mais un véritable gouvernement ouvrier qui exproprie la bourgeoisie et établit une économie planifiée et rationnelle.

Gilles Cazin



P. Trovel

Claude Jaguelin (à gauche), secrétaire de la section PCF de Renault-Billancourt, a été enlevé, brutalisé et menacé de mort le 2 février par 16 nervis patronaux.

Action directe...

Suite de la page 2

Taillefer, CRS de son état, qui avait assassiné de sang-froid un jeune Marocain: dix mois de prison, dont quatre avec sursis!

La semaine d'avant, s'était tenu le premier "procès" avec 19 prévenus -- un vaste fourre-tout amalgamant tout ce qui aurait, soi-disant, touché, de près ou de loin, à Action directe -- pour "associations de malfaiteurs". La loi qui a permis ces inculpations est doublement scélérate, d'abord en ce qu'elle permet deux condamnations successives pour les mêmes faits, ensuite en ce qu'elle permet de condamner sans avoir le moindre élément objectif sur la participation à un "crime". Libération (21 janvier) résumera correctement ce premier procès: "Invéraisemblances de l'accusation démontées une à une, témoins à charge qui se rétractent, réquisitoire confinant au rapport de police [...]". Un dossier vide: dix ans de prison pour les quatre grévistes de la faim, pour Schleicher, Spano et Claude Halfen. Six ans pour Nicolas Halfen accusé seulement d'avoir servi de "standard téléphonique". Sept ans pour Asselmeyer et Baudrillard, cinq pour Benoît et Poirré, rédacteurs de la revue l'International, journal jamais poursuivi et qui est aujourd'hui accusé d'avoir aidé à répandre l'idéologie d'Action directe. Etc. Et aujourd'hui, les procès, à la chaîne, continuent: pour des hold-up, pour les assassinats du général Audran et du PDG de Renault Besse.

Face à cette "justice" prostituée, l'attitude des inculpés tranche par leur dignité. Le 17 février, Nathalie Ménigon rassemblera ses dernières forces pour protester fermement à la face de ses bourreaux: "Ce qui se déroule ici est inadmissible. Je n'ai pas les moyens de répondre comme je le voudrais. On me vole mon identité de révolutionnaire communiste [...]. Dorénavant, je ne répondrai plus. Je n'ai pas la capacité d'assumer ce procès comme une personne humaine" (le Monde, 19 février). Ces militants, que la bourgeoisie traite pire que des criminels, affrontent avec une courageuse détermination de terribles souffrances, avec au bout la mort, pour leurs idées. Aussi aberrantes soient-elles.

Nous, marxistes, avons de tout temps combattu politiquement la conception de groupes comme Action directe qui pensent saper les fondements du système capitaliste en éliminant individuellement ses représentants -- expression d'un isolement et d'une impatience petite-bourgeoise qui désespère des capacités révolutionnaires du prolétariat. Mais Action directe ne s'est pas seulement attaquée à des représentants symboles du capitalisme. Au nom d'un soi-disant "antisionisme", elle a aussi revendiqué en 1982 des actions terroristes contre des magasins juifs, atrocités antisémites évidemment totalement indéfendables que nous dénonçons avec violence et dégoût. Par contre, nous ne pleurons pas un Besse, PDG de choc qui a jeté à la rue et à la misère des milliers de travailleurs, ou un Audran, très officiel trafiquant d'armes qui a permis d'alimenter des boucheries comme la guerre Iran-Irak. Ce sont les ennemis communs de tous les exploités et opprimés. La bourgeoisie française est couverte du sang de centaines de milliers de ses victimes, ouvriers et peuples colonisés. Ce sont eux les vrais terroristes.

Le mouvement ouvrier doit arracher les militants d'Action directe à la prison et à la mort. Et il faut que cessent immédiatement leurs honteux procès et leurs horribles conditions de détention. Mais les protestations aujourd'hui se heurtent au consensus "antiterroriste" qui a été forgé dans la campagne de guerre froide contre

l'URSS -- dépeinte en chef d'orchestre d'un soi-disant "complot terroriste international" -- et qui va des fascistes à Mitterrand (le responsable de l'attentat terroriste contre Greenpeace) et à la "gauche". Faisant preuve de sa "respectabilité", la direction réformiste du PCF a même accusé... "les terroristes d'Action directe" de "paralyser la loi" ("La justice piégée", l'Humanité, 17 février). Cette "justice", c'est celle qui, en 1957, a envoyé -- sous la houlette d'un certain Mitterrand -- Yveton, militant du PC en Algérie, à la guillotine, sous prétexte de "terrorisme". C'est celle qui absout les flics racistes assassins et qui frappe les syndicalistes

pour faits de grève. Les procès politiques contre Action directe sont une menace pour tout le mouvement ouvrier. En s'acharnant sur un groupe opposé à son régime d'exploitation, en bafoyant de façon provocatrice les droits démocratiques élémentaires, en jouant cyniquement avec la vie de ces prisonniers de classe, la bourgeoisie cherche à terroriser quiconque se réclame de la lutte anticapitaliste et elle se donne, pour plus tard, des armes pour une répression anti-ouvrière plus large. Il est urgent de se mobiliser. Libération immédiate de Jean-Marc Rouillon, Nathalie Ménigon, de leurs compagnons et de tous les accusés de ces procès!

Groupes spartacistes...

Suite de la page 3

sur le mot d'ordre "Le Pen ça suffit" et aussi sur les siens propres: "Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes" et "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés." La LTF et Tribune communiste, avec un cortège de 130 manifestants, ont participé à un front unique avec le PCF, tandis que LO ne faisait rien et que la LCR se cachait derrière une banderole (non signée) pour 700 manifestants: "Unité contre le racisme et le fascisme", un appel à peine déguisé au vote Mitterrand -- en passant par Juquin.

Cette manifestation peut être annonciatrice d'autres actions toujours plus nombreuses, plus larges et déterminées à écraser les fascistes. Mais il est à craindre qu'elle n'ait été qu'un moyen de canaliser la rage anti-Le Pen de la base du PCF afin de lui faire avaler la coulèuvre du vote Mitterrand. C'est pourquoi il faut rompre avec le cycle infernal front populaire-réaction et aller vers un gouvernement ouvrier! Il est vital de construire des mobilisations ouvrières/immigrées sur l'exemple des Antillais qui ont chassé en décembre 87 le provocateur fasciste Le Pen en se mettant en grève et en l'empêchant d'atterrir. Il faut construire des milices ouvrières/immigrées basées sur les syndicats pour défendre les quartiers immigrés des ratonnades. Le véritable combat contre la barbarie fasciste signifie



Le Bolchévik

Le but des groupes spartacistes: gagner les étudiants à la cause du prolétariat.

le combat pour la révolution socialiste et une nouvelle direction au prolétariat: le parti révolutionnaire armé du programme léniniste-trotskyiste.

MOBILISATIONS OUVRIERES/IMMIGREES POUR ECRASER LES FASCISTES!

PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ POUR LES IMMIGRÉS

GROUPES SPARTACISTES, le 18 février 1988



Abonnez-vous au journal de la Trotzkistische Liga Deutschlands 30 F pour 12 numéros Ecrire au Bolchévik BP 135-10, 75463 Paris, cedex 10

SIDA...

Suite de la page 8

commence à se donner les moyens (dispensaires, sanatoriums, suppression des taudis...) de lutter contre la tuberculose, alors que dès la fin du siècle l'Allemagne de Bismarck, avec son système paternaliste et antisyndical de protection sociale pour les ouvriers, avait fait reculer de façon décisive ce fléau. Ce sera d'ailleurs sous la pression de l'état-major, inquiet des ravages de la tuberculose sur l'approvisionnement en chair à canon pour faire la guerre au Reich, que la bourgeoisie consentira finalement à entrouvrir sa bourse.

FLICS, CURES, HORS DES CHAMBRES A COUCHER!

Nous, marxistes, sommes catégoriquement opposés à tout "dépistage systématique", c'est-à-dire obligatoire, du virus du SIDA. En l'absence d'un traitement, se savoir séropositif ne vous apporte que l'angoisse de vivre avec au-dessus de la tête l'épée de Damoclès d'une maladie incurable. Décider de passer un test n'a qu'une utilité: pouvoir protéger ceux qu'on aime. Il s'agit d'un choix douloureux qui ne peut être que volontaire et rigoureusement anonyme (et gratuit). Et dans la mesure où il n'existe aucun traitement, un dépistage systématique ne peut être que punitif: isolement, interdits professionnels, refus d'assurance, etc.

Maladie effrayante à juste titre, qui frappe en majorité des femmes



Cahiers du féminisme

"Des préservatifs, pas des pogroms!"
Le 4 avril 1987, en Bavière, 10000 personnes contre les mesures de Strauss, dignes du III Reich.

et des hommes jeunes et qui se transmet par l'intermédiaire du sang et du sperme, le SIDA réveille toutes les peurs les plus irrationnelles. Il sert partout de prétexte à des mesures de discrimination anti-homosexuelles, chauvines, racistes. Il est utilisé par les fascistes et les démagogues réactionnaires pour essayer d'imposer à la population entière le joug d'un nouvel "ordre moral", le carcan abrutissant de la famille nucléaire bourgeoise traditionnelle.

Aux Etats-Unis, où on assiste à une véritable hystérie collective, l'administration Reagan et ses séides de la "Moral Majority" utilisent l'épidémie et les angoisses collectives à des fins de "réarmement moral", à grands coups de citation biblique et de haine anti-homosexuelle, le tout dans le contexte d'un délabrement total du système de santé.

En Europe, en partie à cause d'une moindre intensité de l'épidémie, d'une autre tradition politique et d'autres enjeux sociaux, les bourgeoisies n'avaient pas eu jusqu'à présent la même attitude. Mais depuis quelques mois, cette attitude tend à changer. En Grande-Bretagne, les juges ont maintenant le droit de faire hospitaliser de force tout malade du SIDA, et le gouvernement Thatcher a envisagé d'interdire l'accès du territoire britannique aux séropositifs et aux malades, tout cela sur fond de déclarations de la princesse Anne sur les "victimes innocentes" du

SIDA — ceux qui ne se droguent pas et n'ont pas commis d'actes "contre nature".

En Bavière, le gouvernement régional, dirigé par l'archi-réactionnaire Franz-Josef Strauss, teste de force toutes les personnes désirant s'établir à Munich et qui ne sont pas des ressortissants de la CEE, s'arrogeant le droit d'interner les séropositifs qui refuseraient de se prêter à un traitement, sur avis des autorités sanitaires locales. Et les personnes ayant "volontairement" contaminé quelqu'un sont passibles d'être traînées devant les tribunaux pour "coups et blessures volontaires". En Belgique, les Zaïrois séropositifs ou malades et qui viennent dans l'ex-métropole coloniale pour se faire soigner sont systématiquement refoulés et renvoyés au Zaïre. Et la Suède vient d'ouvrir un camp de concentration dans une île déserte.

HALTE A LA REPRESSION ANTI-SIDA!

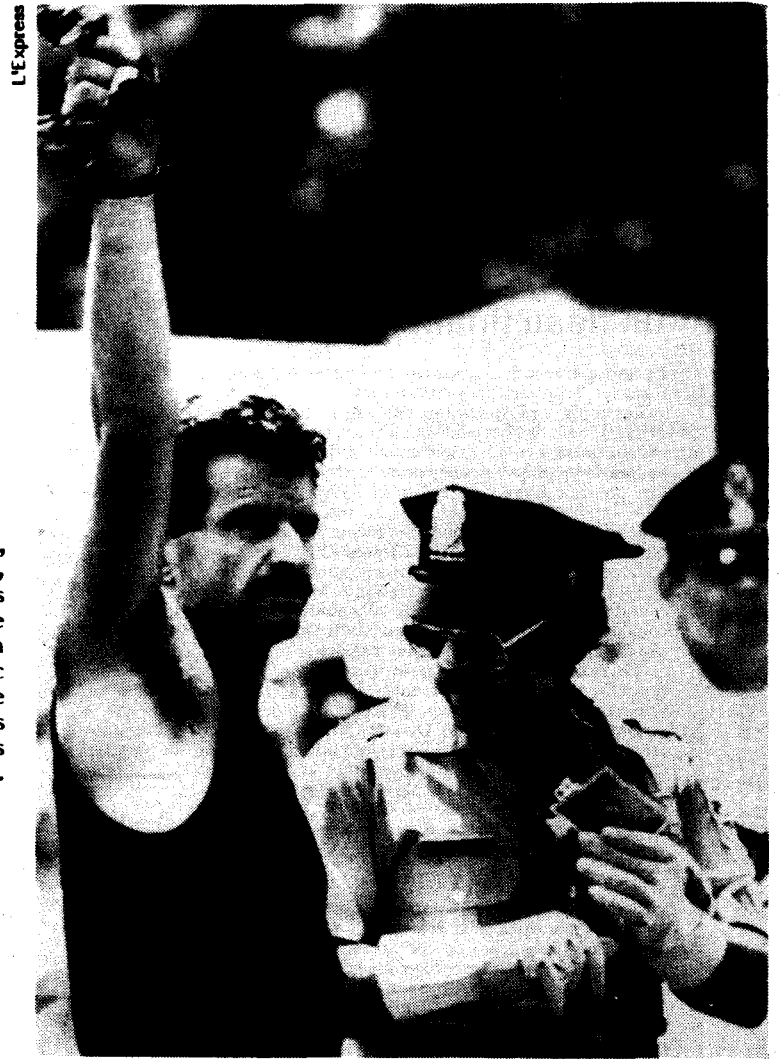
Jusqu'à alors, la France avait pu échapper à l'hystérie anti-SIDA. En fait, c'est plutôt une chape de plomb qu'a laissé tomber le centralisme paternaliste traditionnel de la bourgeoisie française ("Ne craignez rien, nous nous occupons de tout!") Et, dans le même temps, elle continuait à casser la sécurité sociale, à refuser aux travailleurs le droit à la santé et à des soins gratuits et de qualité — et les dépenses nécessaires pour soigner les malades du SIDA sont particulièrement élevées. Aujourd'hui, on est loin des déclarations enflammées et rassurantes de Barzach. Les cas des tests clandestins et des licenciements pour séropositivité par la Mairie de Paris sont d'autant plus graves que la municipalité de la capitale a toujours servi de laboratoire au RPR. Et la bourgeoisie, avec la chiraque en avant-garde, est aussi en train de tâter le terrain, sous prétexte de lutte contre le SIDA, pour généraliser la pratique des interdictions professionnelles — un redoutable moyen de répression et d'intimidation antijouvrières. Les syndicats ont déjà dénoncé de multiples cas de licenciements (parfaitement illégaux) de salariés gravement malades. La classe ouvrière doit briser dans l'oeuf ces sinistres manœuvres, et combattre résolument toutes les tentatives de manipuler la peur légitime du SIDA pour instituer des mesures de discrimination anti-homosexuelles et racistes. A cet égard, il est encourageant de constater que, pour le moment, il n'existe pas dans la population d'hystérie à l'encontre des séropositifs ou des malades du SIDA. Ainsi les parents des élèves de Didier Hutin, l'instituteur menacé de renvoi, se sont dans leur écrasante majorité solidarisés avec lui. Même chose avec les collègues de travail de Marcel Devilaire chez Burke Marketing.

La Ligue trotskyte, fidèle à la tradition léniniste que le parti d'avant-garde est le tribun du peuple, réaffirme que la classe ouvrière doit prendre en charge la défense des droits de tous les opprimés. Seule la révolution prolétarienne permettra de réaliser dans son ensemble le programme démocratique. Notre tendance internationale, la TSI, a toujours défendu les droits des minorités et a toujours agi pour réunir autour du drapeau de la classe ouvrière organisée les immigrés, les femmes, les homosexuels des deux sexes et pour écraser les fascistes et les réactionnaires.

Par contre, les directions ouvrières réformistes ne font rien pour mobiliser les travailleurs contre ces attaques antiouvrières caractérisées, et contre toute cette pourriture réactionnaire de la société capitaliste. Pire, quand le maire de Nice, le sinistre Médecin (qui a jumelé sa ville avec Johannesburg en Afrique du Sud) a proposé au conseil général des Alpes-Maritimes, en juin 1987, de créer une banque de données informatiques répertoriant et suivant tous les séropositifs du département, les cinq conseillers généraux du PCF votèrent les crédits nécessaires à cette opération. Médecin put ensuite arguer de sa bonne foi sur les ondes d'Europe 1: il voulait oeuvrer pour la science et n'avait aucune arrière-pensée ségrégationniste,

la preuve, les "communistes" étaient d'accord avec lui! La direction du PCF a justifié l'attitude infâme de ses conseillers généraux en prétendant qu'ils avaient voté le projet sans en comprendre les tenants et les aboutissants. A quoi peuvent bien servir de tels élus? Cette "bavure" n'est hélas pas étonnante de la part de ce parti réformiste qui défend ce pilier de l'ordre bourgeois qu'est la famille nucléaire, cette institution qui véhicule et perpétue l'oppression des femmes, et qui se

contre le SIDA est précisément une question trop sérieuse pour qu'on la laisse entre les mains d'une bourgeoisie. Cette classe condamnée par l'Histoire estropie le progrès scientifique dans le lit de Procuste de sa course aux profits dans le cadre réactionnaire de l'Etat-nation, et, pour elle, les préparatifs de guerre contre l'URSS sont la priorité des priorités. Les marxistes n'ont certes pas de "solution" magique à proposer pour vaincre le fléau du SIDA. Nous savons que les bolchéviks ont été



Le 1er juin 1987, à Washington, des policiers munis de gants en caoutchouc jaune arrêtent des manifestants homosexuels.

fait le champion des normes morales réactionnaires qui vont avec.

LE LIT DE PROCUSTE DE LA BOURGEOISIE

Le chauvinisme grossier avec lequel Marchais et Cie empoisonnent chaque jour la classe ouvrière de ce pays aide le gouvernement à faire croire à la population, abreuvée de cocoricos, que la "science française", sans crédits et sans postes, va rester "à la pointe de la recherche sur le SIDA". Avec "Produisons français", et sous couvert de dénoncer les trusts pharmaceutiques (étrangers), le PCF soutient en fait les trusts pharmaceutiques français dans la lutte obscène qu'ils livrent à leurs concurrents plus puissants pour conquérir des marchés aux dépens du progrès médical. La lutte féroce qui a opposé l'équipe américaine du Pr. Gallo à celle de l'Institut Pasteur, en 1983, sur la "paternité" du virus du SIDA (avec comme enjeu les royalties sur les tests de dépistage), a ainsi criminellement retardé de nombreux mois la mise sur le marché de ces tests.

Nous exigeons des milliards pour cette recherche, dans le cadre de programmes de recherche internationalement coordonnés. Mais la lutte

capables de conduire les ouvriers et paysans russes à la victoire en 1917, au milieu du carnage de la Première Guerre mondiale. Mais, même si la révolution socialiste avait alors triomphé de par le monde, cela n'aurait néanmoins pas pu empêcher l'épidémie mondiale de grippe espagnole de 1918-19 qui tua vingt millions de personnes — plus encore que la boucherie impérialiste de 14-18! La révolution socialiste mettra fin une fois pour toutes aux menaces d'holocauste que les impérialistes font peser sur la planète. Et seule la destruction de la société capitaliste, qui entrave tout effort pour vaincre une terrible épidémie comme le SIDA, permettra à l'humanité d'utiliser toutes les ressources pour les besoins sociaux, comme combattre la maladie et éduquer la jeunesse. Comme l'écrivait Marx au lendemain de la Commune de Paris (la Guerre civile en France), "seule la classe ouvrière peut [...] faire de la science non plus un instrument de domination de classe, mais une force populaire, faire des savants eux-mêmes non plus des proxénètes des préjugés de classe, des parasites d'Etat à l'affût de bonnes places et des alliés du capital, mais de libres agents de la pensée! La science ne peut jouer son rôle authentique que dans la République du Travail."

Women and Revolution
Returns to the Road of Lenin and Trotsky!
How the Bolsheviks Fought for Women's Emancipation

Reagan and AIDS

Journal de la Commission femmes de la SL/US

12F le numéro
Ecrire au Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris
cedex 10

Tests secrets, fichages, interdictions professionnelles...

SIDA: A bas la chasse aux sorcières !

L'épidémie du SIDA, qui touche la planète entière, menace l'humanité d'une hécatombe qui pourrait bien dépasser les ravages de la peste noire du Moyen Age. Une société humaine et rationnelle aurait, dès l'apparition du SIDA, mobilisé toutes ses ressources scientifiques et matérielles, au niveau mondial, pour terrasser ce fléau au plus vite, soigner et prendre en charge les malades et prendre toutes les mesures d'information et de prévention nécessaires. Mais le capitalisme pourrissant n'est ni humain ni rationnel, en France comme ailleurs. Alors qu'il consacre des centaines de milliards de francs à la force de frappe et aux autres préparatifs de guerre antisoviétiques, le gouvernement Mitterrand-Chirac a "royalement" accordé une aumône de 100 millions à la lutte contre le SIDA, tout en poursuivant le démantèlement du système de santé et de protection sociale. Et maintenant une véritable épidémie d'interdictions professionnelles menace malades du SIDA et séropositifs.

Le SIDA, cette terrible maladie causée par un virus qui détruit le système immunitaire, a déjà frappé plus de 2000 personnes en France. On estime à au moins 50000 le nombre de gens séropositifs, c'est-à-dire dont l'organisme a été mis en contact avec le virus du SIDA et a produit des anticorps dirigés contre lui (mais impuissants à enrayer son éventuel développement ultérieur). Parmi ceux-ci, une proportion importante, mais qu'il est impossible pour le moment d'estimer, développera au bout d'un délai variable un SIDA -- ce qui signifie une mort inéluctable au bout de quelques années, aucun traitement n'étant actuellement connu.

Daniel Defert, président de l'association AIDES d'aide et de soutien aux malades du SIDA, déclarait dans la revue *Gai Pied* du 13 novembre 1987 que son association était débordée par le "nombre croissant de dossiers liés à des problèmes de dépistage clandestin, licenciement, couverture sociale. [...] on dépiste à l'insu des gens, on communique



New York Public Library

Au Moyen Age, les lépreux, obligés de porter des crécelles, étaient au ban de la société. Sur le phylactère: "Mon gentil sire, pour l'amour de Dieu, fuis vite."

En bas, Marcel Devilaïne, licencié pour SIDA. Ci-contre, la LTF en défense du Gai Pied le 28 mars 1987.



des résultats de tests à des firmes non médicales, des gens proposent des dépistages sans avoir quoi que ce soit à offrir, sur le plan médical ou sur le plan du soutien moral et social, aux personnes dont on a dépisté les anticorps."

Ce même 13 novembre, on apprenait par un tract de la CFDT que la mairie de Paris mettait en place un dépistage systématique du virus du SIDA. Depuis, la mairie de Chirac a licencié pour séropositivité un maître nageur stagiaire et un photographe. De son côté, l'armée a entrepris un dépistage systématique des soldats, appelés comme engagés, et interdit aux militaires stationnés en Centrafrique d'avoir des relations sexuelles avec les femmes du pays. L'exemple vient de haut, et un mandarin "respectable" comme le Pr. Boiron, chef de service d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis à Paris, peut maintenant tranquillement réclamer un dépistage systématique pour interdire aux séropositifs certaines professions comme conducteur de train ou pilote d'avion; cela serait prétendument justifié par le fait que des troubles neurologiques peuvent figurer parmi les effets de l'infection par le virus du SIDA. Mais tous les pilotes et les conducteurs de train passent régulièrement des tests destinés à vérifier leur aptitude à effectuer leur travail, et les séropositifs ne sont pas plus prédisposés à devenir subitement fous à lier que, par exemple, les chefs de service d'hématologie. La menace d'interdiction professionnelle, hélas, est réelle. Rien qu'en Europe, British Airways et la Lufthansa font déjà subir de tels tests de dépistage, et Air France

déclare "attendre des directives" du gouvernement.

Les malades, évidemment, ne sont pas épargnés. Marcel Devilaïne salarié de Burke Marketing, est "invité à mettre fin de lui-même [sic] à son contrat de travail" par son patron, lequel n'hésite pas à placarder une note de service annonçant qu'il a le SIDA; les autres employés ayant signé une pétition de soutien à M. Devilaïne, cet "entrepreneur" de choc dénoncera l'oeuvre de "groupes de pression" -- autrement dit des homosexuels. A Neuilly-sur-Seine, c'est un instituteur, lui aussi malade, à qui on refuse sa titularisation en vertu d'un décret datant du siècle dernier (mais qui s'applique toujours à l'ensemble de la fonction publique).

FICHAGE = FLICAGE

Il y a encore un an, les fascistes du Front national étaient à peu près les seuls à réclamer le fichage-flicage généralisé des malades du SIDA, s'attirant les remontrances indignées du ministre de la Santé Michèle Barzach et du sous-ministre des "droits de l'homme", le misérable Malhuret. Aujourd'hui, c'est le ministre de la Santé lui-même qui prépare la mise en place d'un "observatoire national" informatisé, chargé de collecter les données épidémiologiques et cliniques concernant le SIDA. Cet "observatoire" centraliserait notamment les dossiers constitués dans les centres de dépistage et où figureraient le nom, la région d'origine et la profession des personnes séropositives, ainsi que le mode supposé de contamination (relations homose-

xuelles, hétérosexuelles, bisexuelles, toxicomanie, transfusion sanguine) et des données sur les partenaires sexuels. La Commission nationale de l'informatique et des libertés prétend que la "confidentialité absolue" des données serait garantie par le cloisonnement des fichiers, les centres ne transmettant à l'observatoire national qu'une partie des informations. Confidentialité absolue? La rafle du Vel d'Hiv, l'arrestation en masse des Juifs par la police parisienne le 16 juillet 1942, a montré ce que l'appareil policier français centralisé est capable de faire avec un fichier bien tenu.

Comme toujours, l'administration des colonies est à l'avant-garde de l'infamie. En Guyane "française", le corps médical se livre déjà sans complexe à un dépistage "méthodique" et policier. *L'Express* (9-15 octobre 1987) relate ainsi "l'histoire d'une femme bonie, séropositive, dont le mari est mort du SIDA. [...] retournée dans son village d'origine, près de Poupouville [...] dans le Haut-Maroni, en bordure du fleuve et de l'enfer vert!, elle risque, à terme, de contaminer une population jusqu'à présent épargnée par le SIDA. D'où la consigne, transmise aux médecins du secteur par le coordinateur de ne pas la perdre de vue."

LA METHODE FRANCAISE: MIEUX VAUT FICHER QUE GUERIR

Ce genre de fichage est d'une utilité épidémiologique des plus réduites, en tous cas sans commune mesure avec le danger pour la population de mettre un tel instrument entre les mains de l'Etat bourgeois français -- au sujet duquel Marx, il y a un siècle, parlait d'un "énorme parasite gouvernemental, qui enserme le corps social comme un boa constrictor dans les mailles universelles de sa bureaucratie, de sa police, de son armée permanente, de son clergé et de sa magistrature" (*La Guerre civile en France*, 1871).

Il y a un siècle, justement, l'Etat français avait entrepris de "combattre" la tuberculose, l'épidémie la plus grave de l'époque, en mettant systématiquement les malades sur fiches. Pionnier du genre, le professeur Jacques Bertillon dressait en 1889 une carte des grandes maladies à Paris, divisée en 80 quartiers, entre 1865 et 1887. "Pour chaque grande maladie, dont la phthisie pulmonaire [la tuberculose], il donne un taux de mortalité spécifique par arrondissement, et son évolution entre 1865-1869 et 1887, ainsi qu'une répartition par âges des décès [...]. Bertillon cartographie tous les éléments de son enquête, degré d'aisance, profession, mais aussi hauteur des maisons. Il situe également les étrangers" (Pierre Guillaume, *Du désespoir au salut: les tuberculeux aux 19e et 20e siècles*).

Par la suite, sera constitué à Paris un "fichier sanitaire des maisons" proprement inquisitorial, tandis qu'une "statistique sanitaire des villes de France" répertoria, dans le pays entier, les causes de tous les décès. Mais il faudra attendre plus de vingt ans pour que la bourgeoisie française

Suite page 7